Un long compagnonnage entre *Recherche et formation* : éléments d'histoire pour une revue

A long partnership between "research and teacher training". Elements for this journal's history

Raymond Bourdoncle et Patrick Rayou

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rechercheformation/2868>

DOI : 10.4000/rechercheformation.2868

ISSN : 1968-3936

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 septembre 2017

Pagination : 75-80

ISSN : 0988-1824

Référence électronique

Raymond Bourdoncle et Patrick Rayou, « Un long compagnonnage entre *Recherche et formation* : éléments d'histoire pour une revue », *Recherche et formation* [En ligne], 85 | 2017, mis en ligne le 30 septembre 2017, consulté le 07 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rechercheformation/2868> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rechercheformation.2868>

Entretien

Un long compagnonnage entre *Recherche et formation* : éléments d'histoire pour une revue*

Raymond Bourdoncle

Université Charles-de-Gaulle-Lille 3

Patrick Rayou

Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis, Centre interdisciplinaire de recherche, culture, éducation, formation, travail, équipe Éducation et scolarisation (CIRCEFT-ESCOL, EA 4384)

***Recherche et formation* : Comment est née Recherche et formation ?**

Cette revue est née à la faveur de plusieurs circonstances. Citons-en trois. La première est institutionnelle. Je travaillais alors dans le département de psychosociologie de l'éducation de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) que dirigeait André de Peretti, ancien polytechnicien qui s'était de plus en plus intéressé à la formation des personnels et à la psychosociologie. Il avait d'ailleurs contribué à introduire en France Rogers, l'initiateur américain des méthodes non directives en pédagogie, psychothérapie et psychosociologie. En 1981, Alain Savary, alors ministre de l'Éducation, a confié à André de Peretti la présidence d'une commission ministérielle sur la formation des personnels de l'Éducation nationale. À la suite de cela, André [de Peretti] a voulu renforcer la dimension de formation des enseignants dans son département. On a donc développé des recherches. Une collègue, Danièle Zay, a proposé un projet sur les collaborations des écoles normales avec des instances extérieures, pour montrer leur ouverture et leur force. Pour ma part, je m'intéressais à la formation des enseignants à l'étranger et j'avais constaté un mouvement de convergence vers l'université qui a commencé d'abord aux États-Unis, quasiment au lendemain de la Première Guerre mondiale, puis beaucoup plus tard en Angleterre, au Canada dont le Québec et dans d'autres pays. Ce mouvement d'universitarisation m'intéressait d'autant plus que la France venait de créer le DEUG¹ instituteurs, nouveau diplôme mixte à la fois universitaire et propre aux écoles normales, qui semblait aller dans le sens de la tendance internationale. Nous avons décidé d'étudier sa mise en place, qui n'allait pas sans difficultés.

* Entretien avec Raymond Bourdoncle, effectué par Patrick Rayou le 7 juin 2017.

1 Diplôme d'études universitaires générales.

Il y avait à l'époque d'autres recherches, dont une sur les instituteurs débutants, faite par Andrée Louvet et Simone Baillauquès. Avec cette équipe, nous avons décidé de rendre plus visible et encore plus utile notre investissement sur la formation des enseignants en créant une petite structure qui lui soit plus largement consacrée. Nous nous sommes dit, à l'image de ce que faisait le service d'histoire de l'éducation de l'INRP, qu'il fallait que l'on rende des services à la communauté des chercheurs de ce secteur très dispersé. Nous avons pensé à une banque des recherches, qui a été publiée en 1997, et à une revue. En effet, comme l'avaient déjà montré plusieurs revues de l'INRP, les universitaires acceptent volontiers et même collaborent à des revues très ouvertes, qui ne sont pas perçues comme concurrentielles. Certes, les universités tendent elles-mêmes à développer des revues, mais elles en viennent souvent à publier surtout leurs propres enseignants. Nous avons une forte volonté d'ouverture manifestée dès l'éditorial du premier numéro par Francine Best qui était directrice de l'INRP à ce moment-là et dans l'éditorial de Andrée Louvet et Monique Vial (Monique Vial avait remplacé André de Peretti parti à la retraite). La composition du comité de rédaction confirmait tout cela.

Pour ma part, j'avais constaté qu'à l'étranger il y avait des revues spécifiquement consacrées à la formation des enseignants. Elles étaient de deux types. Certaines, très peu nombreuses, étaient des revues purement de recherche (dont *Teaching and Teachers Education*, revue australienne mais très internationale, avec un rédacteur en chef qui avait créé une encyclopédie mondiale de l'éducation, donc très ouverte mais respectant les standards scientifiques). D'autres étaient plus proches des terrains et des pratiques et un peu corporatistes, comme le *Journal of Teachers Education*, qui avait à la fois des articles de recherche, des articles de réflexion sur les politiques et les pratiques de formation et des informations d'actualité sur le secteur de la formation des enseignants. C'étaient des revues florissantes, notamment le *JTE* vieux de plusieurs décennies. Cela montrait que des revues étaient possibles. Jean Hassenforder, responsable de la *Revue française de pédagogie*, m'avait dit lui-même qu'il y avait place pour une revue propre à la formation des enseignants car il recevait beaucoup de bons articles sur ce sujet qu'il ne pouvait pas tous passer. Il y avait donc matière à publication et, selon lui, espace de clientèle possible.

Il y avait peut-être aussi un petit pari s'inspirant d'une théorie diplomatique des relations internationales : lorsqu'un groupe de pays intensifient leurs relations dans un secteur, leurs réalisations nationales tendent à converger. En éducation, l'exemple le plus massif mais plus tardif a été le processus de Bologne avec, notamment en France, la structuration des études supérieures en trois niveaux (LMD²), la semestrialisation et l'adoption des unités capitalisables. Mais bien avant cela, on pouvait pressentir qu'il risquait d'y avoir peu à peu un rapprochement de la formation des instituteurs avec l'université et donc de la place pour une revue de recherche de type universitaire. Donc, à partir de ça, avec Andrée Louvet, on a créé, à partir du bulletin interne à son équipe de recherche, la revue *Recherche et formation*

2 Licence, master, doctorat.

dont elle a été la première rédactrice en chef. Cette nouvelle revue a été immédiatement très ouverte, y compris sur l'étranger avec notamment des articles de De Landsheere et Huberman dès le premier numéro. L'équipe de gestion, qu'on appelle maintenant comité de rédaction, c'était essentiellement des gens de l'INRP. En revanche, le comité de lecture, c'était essentiellement des universitaires reconnus.

Recherche et formation : *La revue n'a pas eu dès le début sa forme actuelle. Comment s'est-elle construite au fil du temps ?*

Nous avons été très vite confrontés à deux difficultés. La revue est née en 1987, trois ans avant la création des IUFM³. Jusqu'en 1991, nous avons publié essentiellement des numéros de varia, c'est-à-dire des numéros composés d'articles rassemblés indépendamment de leur sujet. Puis nous avons décidé de faire des numéros plus cohérents. Chaque numéro avait un thème et des hors thèmes. Mais ce n'était que des semi-thématisations, faites par le regroupement dans un même numéro d'articles reçus indépendamment mais proches par leur sujet et le plus souvent sans problématisation d'ensemble en introduction. Lorsque, après le départ d'Andrée Louvet puis de Francine Vaniscotte, j'ai repris la revue, j'ai proposé au comité de rédaction que l'on confie carrément chaque thème à un spécialiste, à charge pour lui de nous proposer une problématique et les auteurs correspondants. On discutait ensuite le projet pour approbation. L'avantage de cette organisation a été de nous permettre de passer en 1993 de deux à trois numéros par an parce que, d'une certaine manière, une partie de la charge de construction a été portée par le rédacteur en chef invité s'appuyant sur son réseau spécialisé. L'inconvénient, c'est que cela réduisait les possibilités de publication pour les articles qui nous arrivaient spontanément. Pour préserver un peu ces possibilités éditoriales, notamment pour les jeunes chercheurs non encore bien insérés dans les réseaux de recherche, nous avons réservé dans chaque numéro l'espace nécessaire pour deux articles hors thème.

Recherche et formation : *Donc les principes de la revue ont été fixés assez vite en fait ?*

En effet. D'ailleurs dès le numéro 11 nous avons apporté une réponse à la deuxième difficulté : nous avons deux rubriques qui s'intitulaient l'une « Études et recherches » et l'autre « Pratiques de formation ». C'était un peu ambigu. « Études et recherches », disait une petite notice, était composée de comptes rendus d'études et de recherches en cours et d'articles de recherche et de réflexion. À côté de cela, la partie « Pratiques de formation » comprenait des comptes rendus d'expériences de formation, des analyses et des évaluations de pratiques de formation et de fonctionnement d'équipes ou d'institutions. S'étaient ajoutés des bilans portant sur des politiques. La distinction était moyennement claire, surtout lors de l'évaluation des textes. Nous nous sommes aperçus que nous avions tendance à mettre dans la deuxième rubrique des textes qui se proposaient comme articles de recherche mais dont on estimait qu'ils n'explicitaient pas assez leurs méthodes ou leurs problématiques. Ça devenait un peu une rubrique dépotoir. Il y avait aussi l'inverse. Par exemple Remi Hess

3 Instituts universitaires de formation des maîtres.

avait proposé pour « Pratiques de formation » un article sur le journal de formation très documenté, très conceptualisé sur les différents types de journaux. Il y avait donc une espèce d'incertitude entre les deux et finalement nous avons renoncé à cette distinction. Cela ne s'est pas décidé d'un coup ni après une forte réflexion conceptuelle, mais peu à peu, dans la pratique et dans la discussion. Nous avons alors considéré que si les auteurs fournissaient un minimum d'explicitation de leurs méthodes et de leur problématique, cela pouvait être considéré comme recherche. Sinon, cela ne pouvait relever de la revue.

Ce problème a resurgi en 2003-2004 lorsqu'est arrivé à la direction de l'INRP Emmanuel Fraisse. Son adjoint, Max Butlen, avait auparavant créé une revue, *Argos*, qui portait sur l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Avec Anne-Marie Chartier, qui était déjà à l'INRP et au comité de rédaction de la revue depuis plusieurs années, ils étaient tous les trois porteurs d'une culture de l'école normale et travaillaient dans le même domaine de recherche. Anne-Marie [Chartier] notamment a plongé dans le corpus de la revue et elle en a tiré un diagnostic qui n'était malheureusement pas faux. Elle a dit : « c'est bien beau mais cette revue sert surtout à alimenter les bibliographies des chercheurs et les rayonnages des bibliothèques. En quoi cela sert-il à améliorer la formation des enseignants ? » C'est une réflexion puissante et fondée... Il était donc prévu de mettre à ma place Max Butlen, plus légitime que moi parce qu'il avait été professeur d'école normale et parce qu'il avait dirigé une revue qui servait directement aux enseignants de cours préparatoire. Mais le directeur de l'INRP n'a pas été renouvelé et Max [Butlen] est parti. Anne-Marie [Chartier] a alors accepté de prendre la direction de la revue avec moi jusqu'en 2009, où l'on a passé la main à Françoise Lantheaume et à toi, Patrick [Rayou], auxquels ont succédé en 2014 Anne Barrère et Cédric Frétygné. Je ne suis pas sûr que le problème ait été totalement résolu. En même temps, le texte d'Anne Barrère et de Valérie Lussi Borer dans le présent numéro montre qu'il y a eu au cours de toutes ces années une réflexion très forte sur les différents types de recherches, les différents liens avec la pratique et les conséquences possibles en matière de formation.

Recherche et formation : Mais que peut vraiment apporter la recherche à la formation ?

Il y a un pari implicite que fait la société vis-à-vis des universités et de la recherche. C'est un peu le pari de Humboldt avec la création de l'université de Berlin au début du XIX^e siècle. On incita par divers moyens, y compris financiers, les professeurs à développer leurs recherches, en espérant que cela aurait des retombées. Cela a été très payant dans certains secteurs comme la chimie, où l'Allemagne a dominé académiquement puis industriellement. Dans les disciplines plus culturelles, certaines comme l'archéologie ont réussi au point d'établir l'allemand comme langue de travail internationale, mais avec bien sûr de moindres retombées économiques. Cent ans plus tard, le modèle berlinois s'était répandu dans de nombreux pays, y compris en France avec l'université Sorbonne-Nouvelle. À l'époque, deux conceptions de l'université dominaient, la conception humaniste qui considère l'université comme le lieu de préservation et de transmission des œuvres emblématiques des siècles passés et la

conception scientifique de l'université comme lieu de construction par la recherche de vérités générales. En 1929, Whitehead a proposé une conception que l'on pourrait dire synthétique où l'université avait aussi pour but de faire que toutes les vertus des deux types de disciplines humanistes et scientifiques puissent avoir une utilité sociale, ne serait-ce qu'en alimentant en savoirs, en enseignements et en étudiants les écoles professionnelles universitaires alors en plein développement. Car aux États-Unis, il n'était pas question de financer des tours d'ivoire pour alimenter les bibliothèques : il fallait que ça serve à la société.

Il est des secteurs, dont l'un des plus anciens de l'université, la médecine, où les avancées scientifiques ont profondément changé la pratique et multiplié son efficacité. Beaucoup ont espéré (par ex. avec la pédagogie expérimentale) ou espèrent encore avec par exemple les neurosciences qu'il en sera de même pour l'éducation. Il ne faut pas se leurrer, c'est un domaine qui suscite beaucoup d'espoir avec une énorme caisse de résonance de millions de parents et de centaines de milliers d'enseignants. Certains parmi ces derniers y croient et essaient les dernières nouveautés proposées. C'est forcément en partie décectif. Mais en même temps, la recherche en sciences humaines, surtout dans le domaine des pratiques, établit aussi une connaissance particulière qui sert à guider les acteurs. À chaque fois que de nouvelles conceptions ont été lancées, que ce soit par exemple les didactiques ou les conceptions de la professionnalisation, que j'ai mieux connues, cela suscite des débats très forts et peut être mobilisateur pour les acteurs. Peut-être une partie a-t-elle eu des effets d'apprentissage ou des effets institutionnels et n'a pas été inutile.

Recherche et formation : Jusqu'où peut aller une revue scientifique en termes d'accompagnement des pratiques ?

Aujourd'hui les autorités publiques entrent dans une culture *new management*, dirigée par l'évaluation. L'avantage de l'évaluation, c'est que ça aide à la décision à court terme : on essaie quelque chose, on l'évalue et si ça ne marche pas, on laisse tomber. Mais il faut que l'évaluation soit faite correctement, ce qui peut exiger de la recherche. Pour autant, une revue qui se veut scientifique en même temps qu'utile pour la pratique doit-elle favoriser l'évaluation et faire du *benchmarking*? Sûr, c'est utile, mais est-ce que ça produit des savoirs en plus du jugement d'évaluation nécessaire à l'action? De toute façon, je pense qu'il ne faut pas abandonner le pari d'un minimum de scientificité, disons d'un minimum d'explicitation de sa manière de construire les données et d'établir les preuves. Il est probable que, sur l'ensemble des articles publiés par la revue, il y en ait qui tiennent bien face aux affronts du temps. Le récapitulatif fait par Anne [Barrère] et Valérie [Lussi Borer] sur les rapports entre recherche et formation montre en tout cas l'intensité de la réflexion sur ce sujet et son évolution. Moi qui suis la revue depuis l'origine, j'ai été étonné de la continuité et de la profondeur de la réflexion. Je pense que c'est très bien de faire, comme elles l'ont fait, des récapitulations et que, d'une certaine manière, c'est répondre à notre question. Elles peuvent dire que toutes ces orientations ont été essayées, qu'elles ont été instrumentées et conceptualisées. Alors était-ce uniquement pour alimenter les bibliothèques? Non, je pense

que cela a fait avancer. Parmi les gens auxquels on s'adresse, il y a d'une part ceux qui sont en recherche, selon l'expression de Jacky Beillerot. Ils peuvent y trouver des aliments pour leur réflexion. Il y a aussi des gens qui font de la recherche et ceux-là aussi y trouvent directement des matériaux pour leurs travaux. Donc cela remplit un rôle social.

Recherche et formation : *Au total, y a-t-il eu une évolution des objectifs de la revue ?*

Oui, il me semble. Au départ, on était étroitement lié à la formation des instituteurs, ses contenus, ses méthodes, ses institutions. Plus tard, on s'est ouvert à d'autres catégories de l'éducation nationale, enseignants du secondaire, chefs d'établissement, infirmières, enseignants du supérieur et à d'autres secteurs (formateurs d'adultes, d'ingénieurs, de personnels de santé). Maintenant que les universités développent largement des filières de formations professionnelles supérieures traversant tous les niveaux et tous les secteurs, l'objectif pour la revue nous semble s'être élargi. En effet, en s'ouvrant elle-même à la formation d'autres catégories et d'autres secteurs, et en développant du même coup des thèmes transversaux et intersectoriels, comme les rapports entre recherche et formation, la socialisation et la création des identités professionnelles, la professionnalisation, les différentes formes d'alternance, etc., la revue s'est ouvert un champ de travail original et très peu couvert par ailleurs : les recherches sur les formations professionnelles supérieures, leurs acteurs et leurs « produits ». C'est certes une entreprise difficile, car il faut constamment éviter de travailler par secteur, ce à quoi pousse la culture professionnelle et plus encore la formation professionnelle elle-même, car là où l'on crée les identités, on a tendance à cultiver les spécificités et les réseaux spontanément construits par les intérêts et affinités propres à chaque secteur. L'effort n'est pas mince, car il faut dégager des problèmes transversaux ayant, certes, des enjeux sociaux et professionnels spécifiques à chaque secteur, mais aussi des enjeux épistémiques et pragmatiques plus généraux, qui peuvent traverser plusieurs secteurs. Il y a là encore matière à développement pour la revue, sans pour autant délaisser la formation des enseignants, qui constitue son fonds de commerce et qui correspond à la plus grande partie du lectorat.